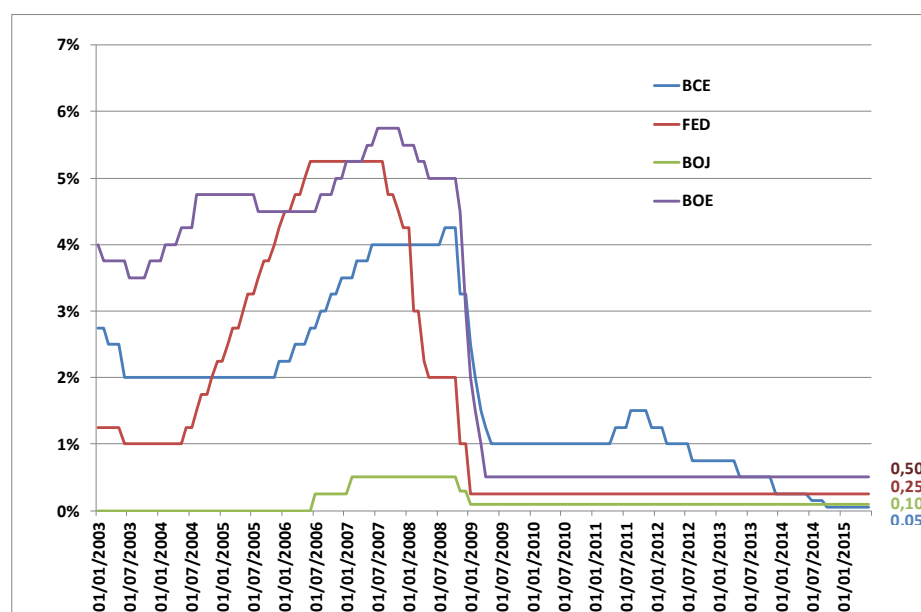


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et poursuite des programmes d'achats d'actifs

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 16 juillet 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelles : « En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les programmes d'achats d'actifs se poursuivent sans difficultés. Comme nous l'avons expliqué à différentes reprises, nos achats d'actifs, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois, devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. En procédant à son évaluation, le Conseil des gouverneurs suivra sa stratégie de politique monétaire et se focalisera sur les tendances en matière d'inflation et sur les perspectives de stabilité des prix à moyen terme. Les évolutions récentes sur les marchés financiers, qui traduisent en partie un renforcement des incertitudes, n'ont pas altéré l'évaluation du Conseil des gouverneurs allant dans le sens d'une extension de la reprise économique dans la zone euro et d'une remontée progressive des taux d'inflation au cours des prochaines années. L'orientation de la politique monétaire de la BCE demeure accommodante, tandis que les anticipations d'inflation fondées sur les marchés se sont globalement stabilisées ou ont continué de se redresser depuis début juin. Les informations récentes semblent encore indiquer une poursuite de la transmission de nos mesures de politique monétaire sur le coût et la disponibilité du crédit pour les entreprises et les ménages. Nos mesures continuent donc de contribuer à la croissance économique, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une expansion de la monnaie et du crédit. La mise en œuvre intégrale de l'ensemble de nos mesures de politique monétaire ramènera durablement les taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme et renforcera l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 552 200 en France métropolitaine fin mai 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin avril 2015 (+0,5 %, soit +16 200). Sur un an, il croît de 5,0 %.

Europe : Le taux de chômage stable en ZE19 comme dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,1 % en mai 2015, stable par rapport à avril 2015 et en baisse par rapport au taux de 11,6% du mois de mai 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mars 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,6 % en mai 2015, également stable par rapport à avril 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,3 % de mai 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis juillet 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Eurostat estime qu'en mai 2015, 23,348 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,726 millions dans la zone euro. Par rapport à avril 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 38 000 dans l'UE28 et de 35 000 dans la zone euro. Comparé à mai 2014, le chômage a baissé de 1,575 million de personnes dans l'UE28 et de 939 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, le taux de chômage le plus faible en mai 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,6 % en mars 2015) et en Espagne (22,5 %).

Inflation

Inflation en baisse dans la zone euro en juin

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,2 % en juin 2015, en baisse par rapport au mois de mai où il était de 0,3 %, selon une estimation rapide publiée d'Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, l'alcool et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en juin (1,2 %, stable par rapport à mai), suivis des services (1,0 %, contre 1,3 % en mai), des biens industriels non énergétiques (0,4 %, contre 0,2 % en mai) et de l'énergie (- 5,1 %, contre -4,8 % en mai).

France : légère baisse

Après deux mois consécutifs de hausse, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse légèrement en juin 2015 (-0,1 %). Sur un an, il augmente de 0,3 %, comme en mai 2015.

Banque de France

Enquête annuelle de la Banque de France sur le surendettement des ménages en 2014

Selon l'étude, le nombre des dossiers déposés auprès des commissions de surendettement a augmenté de 3,5 % en 2014, à 230 935 cas. Le nombre de dossiers recevables s'est établi à 205 787. La part des personnes seules (divorcés, célibataires ou veufs) demeure majoritaire (64,6 %). Les dettes immobilières représentent 31,3 % de l'endettement global et sont présentes dans 11,8 % des dossiers. Leur montant moyen est d'EUR 106 407. Les dettes à la consommation représentent 45,9 % de l'endettement global.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/La_Banque_de_France/enquete-typo-surend-menages-2014.pdf

Chine

Chute des cours

Depuis le 12 juin, la Bourse de Shanghai a perdu près d'un quart de sa valeur (soit USD 2 400 milliards). Pour éviter de déprécier davantage les actions déjà cotées, Pékin a suspendu toute nouvelle introduction en Bourse, annoncé la création d'un fonds de stabilisation boursière doté de CNY 120 milliards, et a interdit aux gros actionnaires de vendre leurs titres pendant une période de six mois. En réponse à ces mesures, la bourse de Shanghai a rebondi jeudi 9 juillet en clôturant en hausse de 5,76.

Actualité législative

Décret n° 2015-707 du 22 juin 2015 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation financière dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?sessionId=3183A9006900DAFD8DB663DF6BA5D16F.tpdila23v_2?cidT exte=JORFTEXT000030768923